

attaquer le gouvernement fédéral. On a ajouté enfin qu'il y avait dans sa demande quelque chose qui frise la déloyauté. Et c'est ce qui m'étonne le plus.

Je me demande pourquoi on irait croire de semblables affirmations. Ceux qui ont lu l'histoire et qui ont suivi les événements depuis 1867, trouveront certainement cette critique injuste.

Ainsi,—si l'on veut bien me permettre d'ouvrir un chapitre de l'histoire d'une de nos provinces-sœurs,—je trouve que le parlement de la Nouvelle-Ecosse adoptait, par un vote de quinze à sept, le huit avril 1886, une résolution dont le but était d'obtenir la séparation de cette province du Dominion du Canada. Cette résolution se lisait comme suit, et elle fut présentée par le premier ministre d'alors, l'honorable M. W.-S. Fielding, un des hommes les plus respectés et les plus distingués de la politique canadienne :

“ L'honorable Secrétaire Provincial, conformément à un avis donné le jour précédent, propose que les résolutions suivantes soient soumises à cette Chambre :

Attendu que, antérieurement à l'Union des provinces, la Nouvelle-Ecosse était dans une position financière des plus florissantes ;